

LETTRE D'EUROPE

La Tribune de Genève

Chaque semaine, « Le Soir » ainsi que ses partenaires de Lena publient une chronique européenne depuis Paris, Berlin, Madrid, Rome, Varsovie, Genève ou Bruxelles, rédigée par l'un ou l'une des journalistes de ces quotidiens.

Les dés sont déjà pipés pour les élections européennes

Olivier Bot est rédacteur en chef adjoint de « La Tribune de Genève »

L'échéance paraît encore lointaine mais tout est déjà en place pour que les élections européennes des 23 et 26 mai 2019 se jouent sur la question des migrants. Tout y concourt : l'état de l'opinion, l'actualité et les partis en campagne. Donc, il est fort à craindre que sur cette question, les dés de l'élection soient bel et bien pipés. En effet, comme le montre une récente enquête Eurobaromètre et les chiffres d'Eurostat, dans la plupart des pays européens, la proportion de migrants dans la population est très largement surestimée par les électeurs. Sans une pédagogie de la vérité, fut-elle peu électoraliste, c'est le fantasme qui pourrait décider du destin des Européens.

Sans surprise, c'est en Italie que l'écart est le plus grand entre ce que les gens perçoivent et la réalité. Quand les Italiens interrogés imaginent qu'un quart de la population du pays est immigrée, elle n'était en réalité que d'environ 7 % l'an dernier. Soit trois fois moins. Il est vrai que, confrontée aux arrivées de migrants sur ses côtes, l'Italie s'est retrouvée seule en Europe à devoir gérer l'urgence. Cette situation a fait du migrant le thème principal d'une législative qui a débouché sur la victoire d'une alliance populiste dont la figure de proue est le désormais ministre de l'Intérieur, Matteo Salvini, le chef de la Ligue, qui a fait d'une politique anti-immigrés son cheval de bataille.

En moyenne, les Européens surevaluent la part des étrangers chez eux de

près de 10 %. De fait, l'immigration arrive en tête des préoccupations des Européens devant le terrorisme (Eurobaromètre de printemps, publié en juin). En Suisse, deux tiers des personnes interrogées s'inquiètent même de voir la prospérité du pays affaiblie par l'entrée d'un

trop grand nombre de réfugiés. Plus inquiétant encore, un jeune sur deux de 16 à 25 ans, en fait une préoccupation majeure alors qu'ils n'étaient qu'un sur cinq, huit ans en arrière (sondage gfs.bern). De récentes élections en Autriche ou encore en Suède et les prochaines régionales en Bavière montrent que ce thème de l'immigration est porteur électoralement.

Dès lors, les partis populistes antieuropéens jouent sur cette corde sensible, accentuant encore un sentiment de la population en parlant d'invasion, de submersion, voire de « grand remplacement » – une théorie conspirationniste née du roman *Le camp des saints* de l'écrivain Jean Raspail, devenue la Bible de l'ultra droite.

Pendant ce temps, les gouvernements européens se montrent incapables de trouver un semblant d'accord sur la question des migrants. L'idée d'une répartition équitable des réfugiés recule. Après la Hongrie, la Pologne, la République tchèque ou la Slovaquie, l'Italie, l'Autriche et désormais la généreuse Allemagne ont adopté des positions plus hostiles ou restrictives à l'accueil des réfugiés. Récemment, le secrétariat suisse aux Migrations a annoncé vouloir revoir

les conditions d'admission de 3.200 Erythréens, le premier contingent de demandes d'asile en Suisse l'an dernier.

Le 30 août dernier, l'UE échouait à mettre en place une mission de secours en Méditerranée malgré le cortège des disparus en mer, suite à des naufrages. Le 20 septembre, le sommet informel des chefs d'Etat et de gouvernement de Salzbourg en Autriche se penchait sans illusion sur « la lutte contre l'immigration illégale »...

La solidarité européenne, qui est la principale force de cette Union, pourrait encore se défaire un peu plus

Le camp des pro-européens pourrait faire campagne sur d'autres questions cruciales pour le Vieux Continent comme la sécurité des Européens, la défense du libre-échange, l'harmonisation fiscale, l'investissement dans l'économie digitale, l'Europe sociale et environnementale ou le désamorçage du retour d'une crise financière contenue mais pas résolue en 2008. Mais ce camp des euro-centristes de droite et de gauche est déjà tombé dans le piège d'un duel sur leur terrain avec les populistes qui n'attendaient que cela. Déjà mise à mal en 2015 lors de la « crise migratoire », la solidarité européenne, qui est la principale force de cette Union, pourrait encore se défaire un peu plus, alors que d'autres menaces que l'immigration frappent à sa porte. ■